

**Vers la fin de notre indépendance dans le secteur électronucléaire : la braderie d'Alstom****Le 30/04/2014**

L'entreprise française d'énergie et de transport ALSTOM sera prochainement rachetée, soit par un groupe américain, General Electric (hypothèse la plus probable ayant reçu mardi 29 mai l'aval du conseil d'administration), soit par un groupe allemand, Siemens, son principal concurrent. En tout état de cause, l'hypothèse d'une reprise par un groupe tricolore ou par l'Etat lui-même semble exclue. Après le rachat d'Arcelor par l'indien Mittal en 2006, la vente d'Alstom s'inscrit dans l'histoire du démantèlement de l'industrie française, révélant l'incapacité de la classe gouvernante à défendre les intérêts stratégiques des Français dans les secteurs de l'énergie et du nucléaire, mais aussi la nécessité d'un Etat-stratège.

Un symbole du démantèlement de l'industrie française :*Un symbole du déclin industriel français*

- Après Pechiney, Arcelor, après la cession des camions Renault à Volvo, et plus récemment Publicis ou Lafarge, la France laisse à nouveau partir à l'étranger un fleuron de son industrie nationale.
- Le secteur manufacturier dans la valeur ajoutée en France a baissé de 22% à 12,6% entre 1999 et 2011, soit une chute de près de 10 points, et relègue aujourd'hui la France en Europe au 17^e rang, derrière la Grèce

Une perte d'indépendance sur la maîtrise du secteur électronucléaire

- La proposition de General Electric vise l'achat des actifs du groupe français liés à l'énergie (équipements pour centrales thermiques, lignes à haute tension, énergies renouvelables, etc.) qui représentent plus de 70% de l'activité d'Alstom et un chiffre d'affaires de 14 milliards d'euros.
- L'industriel allemand Siemens propose une fusion d'activités avec Alstom. Il s'agirait de racheter les activités énergie du groupe français, tout en lui cédant certaines de ses activités dans les trains.

Un symptôme révélateur de l'impuissance de l'Etat français face aux règles de l'UE :

Hollande en marchand de tapis à l'Elysée, trahit sa promesse, de toute façon pas souhaitable, d'un « Airbus européen de l'énergie ».

L'hypothèse d'un Airbus de l'énergie, évoquée lors de la dernière conférence de presse présidentielle (janvier), aurait peu de chance d'obtenir l'agrément des autorités de la concurrence de Bruxelles à cause de la position dominante d'une telle alliance en Europe.

La Commission européenne tranchera en faveur du libre jeu de la concurrence.

Les articles 101 à 109 du chapitre VII du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE) interdisent en effet tout type de monopole sur des secteurs aussi concurrentiels que l'énergie ou le nucléaire.

Conclusion :

La vente d'Alstom n'est rien de moins qu'une trahison industrielle de la part du pouvoir en place qui sacrifie un groupe stratégique français aux lois du marché et de la libre-concurrence bruxelloise.

Le Front National rappelle son exigence d'un véritable Etat-stratège capable de rebâtir notre industrie et de maintenir dans le giron national nos fleurons industriels.

Dans le cas d'Alstom, nous demandons le rachat des parts de Bouygues (30% du capital) par l'Etat (par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignations) qui assumera, lui, son rôle d'actionnaire principal, pour recapitaliser et assurer le développement d'une entreprise bénéficiaire, dont les activités touchent à des domaines ultra-sensibles.

Chaque prise de parole sur ce sujet doit s'accompagner d'une dénonciation très ferme des règles européennes, qui limitent drastiquement la capacité d'action de l'Etat, et proscrivent toute forme de patriotisme économique.